

PUBLIE LE 11 JAN. 2024



VILLE DE ROUEN

CONSEIL MUNICIPAL

SEANCE DU 21 DECEMBRE 2023

DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

\*\*\*

**29 VENTE AUX ENCHERES D'UN ENSEMBLE IMMOBILIER SIS A ROUEN, 24, AVENUE DE CAEN****PRESENTS** : M. Nicolas MAYER-ROSSIGNOL, Maire.

Mme Caroline DUTARTE, M. Jean-Michel BEREGOVOY, Mme Laura SLIMANI (représentée par M. Nicolas LEVARAY jusqu'à son arrivée en séance à 21 h 20), M. Kader CHEKHEMANI, Mme Marie-Andrée MALLEVILLE (représentée par M. Adrien NAIZET jusqu'à son arrivée en séance à 19 h), M. Manuel LABBE (représenté par M. Jean-Pierre TREDET après son départ de la séance à 21 h 35), Mme Fatima EL KHILI, M. Sileymane SOW (représenté par M. Nicolas MAYER-ROSSIGNOL pendant son absence de 21 h 20 à 22 h 10), Mme Florence HEROUIN-LEAUTEY (représentée par Mme Annie BOULON-FAHMY jusqu'à son arrivée en séance à 18 h 55), M. Matthieu de MONTCHALIN, Mme Amèle MANSOURI, M. Nicolas ZUILI, Adjoints au Maire,

Mme Hortense HECTOR, Mme Annie BOULON-FAHMY (représentée par Mme Florence HEROUIN-LEAUTEY après son départ de la séance à 20 h), Mme Elizabeth LABAYE, M. Mohamed BERBRA, M. Mamadou DIALLO, M. Jean DE BEIR, M. Yves SORET (représenté par M. Matthieu de MONTCHALIN jusqu'à son arrivée en séance à 19 h 51), M. Christophe DUBOC, Mme Claire GUEVILLE, M. Stéphane MARTOT, Mme Marie FOUQUET, Mme Marie DESBORDES, Mme Marie ATINAULT (jusqu'à son départ de la séance à 19 h 35), Mme Christine de CINTRE (représentée par Mme Elizabeth LABAYE jusqu'à son arrivée en séance à 20 h 17), M. Abdelkrim MARCHANI, M. Thibaut DROUET, Mme Zohra AMIMI (représentée par Mme Hortense HECTOR jusqu'à son arrivée en séance à 19 h), Mme Aliénor DUREUIL-BENSAHOU, M. Nicolas LEVARAY, M. Adrien NAIZET, M. Valentin RASSE-LAMBRECQ (représenté par M. Nicolas ZUILI jusqu'à son arrivée en séance à 18 h 55), M. Franque-Emmanuel COUPARD LA DROITTE (représenté par M. Bruno DEVAUX après son départ de la séance à 19 h 20), M. Bruno DEVAUX, Mme Hayet ZERGUI, M. Pierre-Antoine PRIMONT, M. Guillaume CHAROULET, Mme Félicie RENON, M. Jean-Pierre TREDET, Conseillers Municipaux.

**REPRESENTES** : M. Frédéric MARCHAND (représenté par M. Christophe DUBOC), Mme Sarah VAUZELLE (représentée par Mme Caroline DUTARTE), Mme Françoise LESCONNED (représentée par M. Jean-Michel BEREGOVOY), M. Kader FEHIM (représenté par M. Mohamed BERBRA), Mme Blandine DI FALCO (représentée par Mme Marie FOUQUET), M. Pierre-Yves ROLLAND (représenté par M. Jean DE BEIR), M. Cyrille MOREAU (représenté par Mme Fatima EL KHILI), Mme Chloé ARGENTIN (représentée par Mme Claire GUEVILLE), Mme Enora CHOPARD (représentée par M. Stéphane MARTOT), M. Samuel de GENTIL-BAICHIS (représenté par Mme Aliénor DUREUIL-BENSAHOU), Mme Sophie CARPENTIER (représentée par Mme Hayet ZERGUI), Mme Marine CARON (représentée par Mme Félicie RENON), Mme Marie BERRUBE (représentée par M. Pierre-Antoine PRIMONT).

**ABSENTE** : Mme Louisa MAMERI.

**VILLE DE ROUEN**  
**CONSEIL MUNICIPAL**  
**SEANCE DU 21 DECEMBRE 2023**  
**DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL**

\*\*\*

**29 VENTE AUX ENCHERES D'UN ENSEMBLE IMMOBILIER SIS A ROUEN, 24, AVENUE DE CAEN**

MESDAMES, MESSIEURS,

Afin d'assurer une meilleure valorisation de son patrimoine immobilier, la Ville de Rouen a engagé une démarche de mise en vente de son immobilier improductif, inutilisé ou devenu inadapté aux besoins des services, en recourant notamment à une plate-forme de vente en ligne au moyen d'enchères.

Par délibérations en date du 24 janvier 2014 et du 6 juillet 2015, le recours à la plateforme de vente en ligne aux enchères, gérée par la société AGORASTORE, a été approuvé et a déjà permis la cession de plusieurs propriétés de la Ville.

Il est vous est proposé d'engager la cession de la propriété communale située à Rouen, 24, avenue de Caen, sans utilité pour la Ville, selon ces modalités.

Il s'agit d'une maison individuelle à usage d'habitation située en fond d'impasse, édifiée sur la parcelle cadastrée en section ND sous le numéro 104, d'une contenance au sol de l'ordre de 273 m<sup>2</sup>, comprenant :

- Au rez-de-chaussée : une entrée, cuisine, séjour, salon, salle de bains, wc, chambre,
- Au premier étage : deux chambres, wc, grenier,
- Une cave sous la maison.

Cette maison est inoccupée depuis de nombreuses années L'ensemble est dans un très mauvais état d'entretien.

Sa mise à prix est proposée à 100.500 € (Commission Agorastore incluse - Hors frais d'acte notarié - Hors fiscalité). Le prix minimum de vente sera de 76.000 € (Commission Agorastore non incluse - Hors frais d'acte notarié - Hors fiscalité).

La commission due à la société AGORASTORE sera à la charge de l'acquéreur, son montant sera déterminé conformément au contrat n° 20-049 notifié le 6 novembre 2020.

N'ayant jamais été affectée à un service public ou à l'usage direct du public, cette propriété communale relève du domaine privé de la Ville de Rouen.

J'ai donc l'honneur, Mesdames, Messieurs, de vous demander de bien vouloir autoriser la vente par courtage aux enchères de l'ensemble immobilier sis à Rouen, 24, avenue de Caen et cadastré en section NB sous le numéro 104.

LE CONSEIL MUNICIPAL,

- Sur le rapport de Mme Fatima EL KHILI, Adjointe,

VU :

- Le Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, et notamment ses articles L.2211-1, L.2221-1, L.3211-14 et L.3221-1,

- Le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment les articles L.2121-29 et L.2241-1 et suivants,

- Le contrat n° 20-049 notifié le 6 novembre 2020 pour une durée de quatre ans par la Ville de Rouen à la société AGORASTORE, domiciliée à Montreuil (93100), 20, rue Voltaire,

- L'avis de la Direction Régionale des Finances Publiques de Normandie numéro 2023-76540-54609 du 20 septembre 2023.

#### CONSIDERANT :

- Que la Ville de Rouen souhaite procéder à la cession de son patrimoine immobilier improductif, inutilisé ou devenu inadapté aux besoins des services, en recourant à la plateforme de vente en ligne aux enchères gérée par la société AGORASTORE,

- Que la cession de la propriété communale située à Rouen, 24, avenue de Caen, sans utilité pour la Ville, cadastrée en section NB sous le numéro 104, peut être engagée selon ces modalités,

- Que cette maison, libre de toute occupation, relève du domaine privé de la Ville de Rouen pour n'avoir jamais été affectée à un service public ou à l'usage direct du public,

- Que sa mise à prix sera de 100.500 € (Commission Agorastore incluse - Hors frais d'acte notarié - Hors fiscalité), et que le prix minimum de vente sera de 76.000 € (Commission Agorastore non incluse - Hors frais d'acte notarié - Hors fiscalité).

- Que la commission due à la société AGORASTORE sera à la charge de l'acquéreur.

#### APRES EN AVOIR DELIBERE :

1.- autorise la vente par courtage d'enchères de l'ensemble immobilier sis à Rouen, 24, avenue de Caen et cadastré en section NB sous le numéro 104,

2.- autorise M. le Maire ou l'élue déléguée à conclure la vente de ce bien au prix de la meilleure enchère et à signer les actes nécessaires à la vente, les frais d'acte notarié et de fiscalité restant à la charge de l'acquéreur,

3.- précise que la recette en résultant est inscrite au chapitre 77 (produits exceptionnels), article 775 (produits des cessions d'immobilisations) du budget,

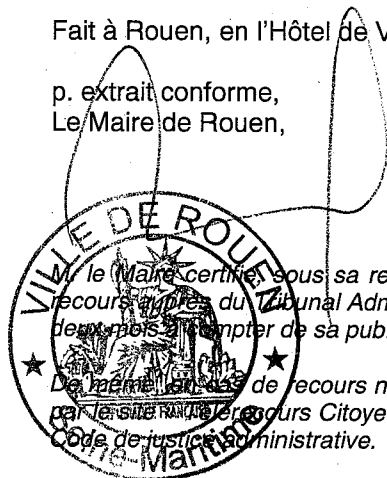
4.- précise que la dépense en résultant est inscrite au chapitre 11 (dépenses à caractère général), article 6231 (annonces et insertions) du budget.

La délibération est adoptée à l'unanimité.

Fait à Rouen, en l'Hôtel de Ville, les jour, mois et an susdits.

p. extrait conforme,  
Le Maire de Rouen,

suivent les signatures,



Le Maire certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire de cet acte, et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours auprès du Tribunal Administratif de Rouen (53, avenue Gustave Flaubert 76000 Rouen cedex) dans un délai de deux mois à compter de sa publication et sa transmission aux services de l'État.

De même, les cas de recours ne nécessitant pas la présence d'un avocat, vous pourrez saisir le tribunal susmentionné par le site « Recours Citoyens » à l'adresse suivante : [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr), et ce en application de l'article R421-1 du Code de justice administrative.

